

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Le-Congres-du-mouvement-antinucleaire-arrive>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Le Congrès du mouvement antinucléaire arrive enfin**

8 février 2016

Le Congrès du mouvement antinucléaire arrive enfin

Le Congrès du mouvement antinucléaire aura lieu le week-end prochain à Anger. Il faut voir là une formidable opportunité pour une réaffirmation d'un mouvement ancien mais profondément divisé voire conflictuel. L'enjeu de ce Congrès est non seulement de refermer la crise de 2010 mais de proposer un dispositif nouveau pour associer les composantes du mouvement antinucléaire.

En France existe un mouvement antinucléaire ancien et diversifié[1]. En dépit de la résolution de l'Etat à imposer le nucléaire, il reste vivace. Au printemps dernier, les associations antinucléaires de Bretagne fêtaient les 40 ans de la victoire contre le projet de centrale nucléaire à Erdeven[2]. Ce début d'année est marqué en Normandie par une série d'événements autour du quarantième anniversaire de l'association de Didier Anger, le CRILAN, qui poursuit inlassablement la contestation de l'industrie nucléaire dans le Nord-Cotentin[3]. Somme toute le mouvement antinucléaire, dont Claude-Marie Vadrot dépeint si bien l'histoire dans la Centrale indémontable[4], est toujours actif.

Fait unique au monde, le mouvement antinucléaire en France est structuré autour d'organisations d'échelle nationale. Un grand nombre d'associations et de collectifs antinucléaires se sont fédérées en une organisation ambitieuse à l'issue de la victoire contre Super Phénix en 1997, le Réseau Sortir du nucléaire[5]. Toutes n'ont pas rejoint cette dynamique. Autour du Comité STOP-Nogent, des militant(e)s et des groupes ont conservé une autonomie d'action et une réelle singularité revendicative[6].

Aujourd'hui cette distinction demeure. La Coordination STOP-Nucléaire poursuit l'œuvre de STOP-Nogent et agit de manière autonome[7] revendiquant « *l'arrêt immédiat, inconditionnel et définitif du nucléaire* »[8]. Le Réseau Sortir du nucléaire est devenu une puissante machine qui fédère des groupes de toute nature avec le soutien d'un nombre impressionnant de donateurs. Une équipe salariée qui s'est développé au fil des années met en œuvre les orientations des assemblées générales annuelles sous le contrôle d'un conseil

d'administration bénévole.

Cette distinction n'a jamais été une coupure. Les groupes et militants issus de ces deux tendances ont toujours agi ensemble et se sont retrouvés à l'occasion d'innombrables actions et autres projets en dépit de divergences réelles.

Fédérer les différentes composantes du mouvement antinucléaire

Vendredi prochain à Anger s'ouvrira un Congrès dont l'ambition est de réunir les différentes composantes du mouvement antinucléaire. A la différence d'une Assemblée générale ordinaire cet événement sera ouvert à tous les groupes antinucléaires qu'ils soient membres ou non du Réseau. Ce qu'il faut bien appeler une prouesse est le fait de l'alternance qui a eu lieu l'an dernier à Dijon. La nouvelle majorité issue de l'Assemblée générale 2015 a réussi à mettre un œuvre une feuille de route ambitieuse validée par le plus grand nombre des groupes. Le sursaut[9] que j'appelais de mes vœux[10] depuis des années s'est produit. Le mouvement antinucléaire est sur la voix d'un renouveau nécessaire.

Pour autant divergences et dissensions n'ont pas disparu. Le Réseau Sortir du nucléaire est encore parcouru par de multiples rivalités et ce qu'il faut bien appeler des enjeux de pouvoir. Un climat de tension entre administrateurs mais aussi entre administrateurs et salariés a encore marqué l'année 2015.

La volonté affirmée par la grande majorité des groupes à Dijon n'a pas abouti à la pacification espérée. Blessures, incompréhensions et rancœurs n'ont pas disparu. Bien au contraire elles se sont approfondies. Et à ce jour le malaise est palpable. Les positions se figent et un subtil jeu de différenciation complique la possibilité de déterminer un compromis[11].

Deux blocs principaux proposent aujourd'hui des orientations très différentes pour ne pas dire opposées : l'un autour de la plateforme « Réseau Sortir du nucléaire en question[12] » ; l'autre autour de la publication de la Revue « *Atomes Crochus* » dont le n°4 vient d'être édité[13]. D'autres sensibilités bien évidemment existent, celles des « *immédiatistes* », celles de quelques administrateurs qui ne se retrouvent dans aucun Bloc, etc.

C'est un mouvement antinucléaire éclaté qui s'apprête donc à débattre d'orientation pendant trois jours à Anger. Mais d'aucuns auraient tort de voir dans cette configuration une faiblesse. La diversité du mouvement est un indice de sa vitalité. Une vitalité indéniable à l'heure où le consensus atomique s'érode.

A Anger, l'enjeu est de prendre la mesure de ce contexte nouveau pour en déduire ensemble une orientation actualisée...

Saisir l'opportunité d'un nouveau contexte

Les doutes sur le nucléaire se diffusent dans tous les secteurs de la société. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Le grand projet industriel promu par le CEA n'a pas tenu ses promesses. Si la France a échappé jusque-là à l'accident nucléaire, elle ploie aujourd'hui sous le poids d'une industrie nucléaire en pleine déliquescence[14]. L'histoire vient valider

les thèses _ longtemps considérées comme fantaisistes _ du mouvement antinucléaire[15].

Quelle que soit l'acharnement du gouvernement Valls à promouvoir envers et contre tout une industrie dépassée[16], la faillite du nucléaire est plus évidente chaque jour[17]. Même les syndicats jusque-là acquis au rêve atomique ne cachent plus aujourd'hui leurs doutes[18] voire leurs craintes mettant en cause « *les mauvais choix industriels et économiques mis en œuvre de façon zélée par le gouvernement sous le regard de l'Europe*[19] ». Les suppressions de postes annoncées fin 2015 ne font qu'attiser ce climat de défiance[20]. EDF est décidément une entreprise sous tension[21]...

Si l'acceptabilité sociale du nucléaire n'a jamais été acquise, son acceptabilité économique vole en éclat[22].

Cette situation inédite crée des responsabilités nouvelles pour le mouvement antinucléaire. L'enjeu n'est plus seulement de dénoncer une technologie civile et militaire qui donne à voir un manque de fiabilité consternant[23] mais de veiller à ce que la sortie nécessaire du nucléaire soit mise en œuvre rapidement. A l'hypocrisie hollandienne, il s'agit de substituer une authentique programmation des arrêts et des démantèlement d'installations désormais inutiles mais toujours dangereuses.

Telle est la tâche qui revient aujourd'hui au mouvement antinucléaire un an avant l'échéance présidentielle. Il faut opposer à l'ambition d'EDF d'enfermer la France et l'Europe dans le nucléaire[24], l'opportunité d'un autre modèle qui mette chacun à l'abri de la catastrophe atomique avant 2035 ou 2050.

Dès aujourd'hui des réacteurs peuvent être stoppés au Bugey, au Blayais, à Fessenheim, à Gravelines, à Paluel, au Tricastin et ailleurs

En effet, le chantage énergétique de l'industrie nucléaire ne marche plus. Non seulement les énergies renouvelables montent en puissance[25] mais l'observation attentive de la disponibilité du parc nucléaire donne à voir que les arrêts « *dans un contexte de moindre demande d'électricité, afin d'optimiser la gestion du combustible contenu dans le réacteur* » se multiplient. Dans toute l'Europe le recours à l'énergie nucléaire diminue...

Toutes les données le confirment. EDF peine de plus en plus à vendre ses kWh atomiques dans un marché européen de l'énergie hautement concurrentiel. Le prix de l'électricité nucléaire est trop élevé[26]. Et surtout elle est trop abondante dans un contexte de baisse tendancielle des consommations[27].

La rente de situation atomique fond comme neige au soleil. Si les exportations d'électricité se poursuivent[28], les revenus qu'elles génèrent s'effondrent. En 2015, selon les chiffres du Trésor, les exportations d'énergie qui mélangent produits raffinés et électricité sont en net recul. En dépit d'un effondrement du cours du pétrole, les quelques 17 Mds€ qu'elles rapportent couvrent à peine un tiers de la facture énergétique française (57.6 Mds€)[29]. Décidément l'atome ne fait plus recette.....

Si le nucléaire est chaque jour un peu plus dangereux, à mesure que vieillissent les réacteurs, son inutilité s'affirme au même rythme. La transition énergétique, à l'œuvre

depuis une quinzaine d'année sur le Vieux Continent, fait du parc nucléaire français un gigantesque parasite qui ne convainc plus guère[30]. Déjà beaucoup refusent financer ici le trou abyssal d'EDF[31]. On peut imaginer que cette dynamique se répande dans toute l'Europe et il n'y aura plus guère que les barrages suisses pour encore acheter une électricité nucléaire dont personne ne veut plus...

Revendiquer une programmation précise de l'arrêt de l'ensemble du parc nucléaire

Pour résumer on doit bien reconnaître que la pérennité économique du nucléaire est très largement compromise. Non seulement EDF n'a plus les moyens d'entretenir l'ensemble du parc mais on peut douter que le programme de « *Grand Carénage* » soit mené à son terme. Le marché a bel et bien fini par avoir la peau d'une technologie chère, inutile et dangereuse[32]...

Mais cela ne signifie pas pour autant que l'âge du nucléaire se termine ici. Il bénéficie plus que jamais de soutiens politiques et institutionnels puissants. Comme le prouvent la Loi de transition et la Stratégie nationale bas carbone, l'Etat ne jure encore que par le nucléaire et l'électrification du mixe énergétique. Tout est mise en œuvre pour garantir la poursuite du programme nucléaire fut-ce au prix de déclarations mensongères sur les coûts de l'après-nucléaire[33].

Tout est bon au pays de Colbert pour imposer l'irréversibilité du choix nucléaire[34]. Les incertitudes révélées par la Cour des Comptes et la Commission Brottes-Baupin sont niées[35] et les montages les plus abracadabrantesques sont envisagés[36]. On a même affaire à une Ministre de l'énergie qui dit tout et son contraire pour au final toujours soutenir l'industrie de l'atome[37]...

Cette irresponsabilité ne saurait plus durer. Le risque nucléaire n'est pas une vue de l'esprit. Dans le monde, la fréquence constatée des accidents nucléaires qui ont entraîné des rejets massifs de radioactivité est 286 fois supérieure à celle envisagée par les études de sûreté. Ainsi le mathématicien Étienne Ghys a calculé qu'**il y a 72 (mal)chances sur 100 pour qu'un accident nucléaire majeur se produise d'ici 30 ans en Europe**. Affirmer qu'un accident majeur est très peu probable relève de la croyance, pas de l'analyse scientifique...

Voilà pourquoi le mouvement antinucléaire doit renouer avec une pratique audacieuse et intransigeante. On ne peut plus se contenter d'attendre une « *décision politique de sortie du nucléaire* ». L'urgence invite à revendiquer une « **programmation immédiate** » d'arrêt des réacteurs sans attendre des VD4. Une sortie du nucléaire en quelques années est possible[38].

Ce n'est pas seulement un enjeu économique et sociale c'est une question sanitaire et écologique alors que les impacts toxiques de l'industrie atomique sont encore négligés[39]. Les pollutions liées aux rejets liquides et gazeux des centrales n'ont que trop duré[40]. Ne serait-ce que par précaution, il est urgent d'y mettre un terme dans un pays où le nombre des cancers ne cesse de croître[41]. Ces maladies ne sont pas le fruit du hasard[42]... alors autant réduire le risque à la source !

Ne négliger aucune pratique contre l'industrie nucléaire

Somme toute la tâche qui revient au mouvement antinucléaire est immense. Mais elle ne se traduira par des actions efficaces que si les différentes composantes du mouvement antinucléaire acceptent d'agir en commun à l'occasion de ce Congrès d'Anger.

Le défi qui se présente à tou(te)s est d'élaborer une stratégie commune mais différenciée qui respecte la singularité des groupes. Une refondation fédérale du Réseau Sortir du nucléaire est probablement le moyen le plus efficace pour ce faire.

En plaçant au cœur du dispositif militant les « bassins de lutte antinucléaire » le mouvement antinucléaire doit développer une pratique plus locale qui privilégie l'association de ceux et celles qui vivent en présence du risque nucléaire. Il s'agit d'exposer l'industrie nucléaire à une surveillance citoyenne constante qui donne à voir les innombrables défaillances, « écarts » et autres fautes d'une industrie aux abois. Chaque INB mais aussi chaque itinéraire des innombrables transports de matières radioactives doivent être le lieu d'une action quotidienne et résolue.

Mais une telle configuration ne peut pour autant se passer d'un pôle fédéral qui soutienne chaque bassin de lutte. Pour être pleinement efficace, le mouvement antinucléaire doit mutualiser des moyens et des fonctions. C'est le cas en particulier de l'action juridique qui donne à voir depuis 2011 une efficacité redoutable. C'est aussi le cas du site très riche du Réseau Sortir du nucléaire et du renouveau de la pratique éditoriale autour de la Revue Atomes Crochus.

Ainsi ne peut-il être question de tirer un trait sur l'expérience et les acquis du Réseau Sortir du nucléaire. L'enjeu à Anger consiste à élaborer un nouveau mode de fonctionnement dans le cadre d'une stratégie actualisée.